

EL OFFICIAL GAZETTE

OF THE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

s applicables à compter du 1^{er} janvier 1988

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

.....	30.000	FCFA
numéro ordinaire	1.500	FCFA
numéro du Supplément Dominicales	2.500	FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

de Centrale	45.000	FCFA
s pays d'Afrique	105.000	FCFA
e	105.000	FCFA
s pays d'Europe	105.000	FCFA
lique, U.R.S.S., Canada, etc.	145.000	FCFA

SUBSCRIPTIONS

scription rates applicable as from 1 Jan. 1988

CAMEROON

(By registered post exclusively)

or	30,000	CFAF
Ordinary Issue	1,500	CFAF
Lands Supplement	2,500	CFAF

ABROAD

(By registered a/c mail)

al Africa	45,000	CFAF
African Countries	105,000	CFAF
.....	105,000	CFAF
European Countries	105,000	CFAF
co, U.S.S.R., Canada, etc.	145,000	CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Directeur de l'imprimerie nationale, B. P. 1603, Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. le Directeur de l'imprimerie nationale.

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Director of the National Printing Press, P.O. Box 1603, Yaounde.

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Director of the National Printing Press.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière la ligne 300 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENTS

Notices and advices (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15,000 CFAF

Notices concerning landed estates, forestry and mining property, per line 500 CFAF

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PAGES

n° 90-1459 du 8 novembre 1990 portant création du Comité national des droits de l'homme et des libertés	3
90-42 du 19 décembre 1990 instituant la carte nationale d'identité	4
90-43 du 19 décembre 1990 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de sortie du territoire camerounais	5
90-45 du 19 décembre 1990 portant simplification de la procédure pénale pour certaines infractions	7
90-46 du 19 décembre 1990 abrogeant l'ordonnance n° 62-OF-18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion	8
90-47 du 19 décembre 1990 relative à l'état d'urgence	8
90-48 du 19 décembre 1990 modifiant l'ordonnance n° 72-5 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire militaire	10
90-52 du 19 décembre 1990 relative à la liberté de communication sociale	11

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

PAGES

Decree No. 90-1459 of 8 November 1990 to set up the National Commission for Human Rights and Freedoms	3
Law No. 90-42 of 19 December 1990 to institute a national identity card	4
Law No. 90-43 of 19 December 1990 relating to conditions for entry and residence in and exit from the national territory	5
Law No. 90-45 of 19 December 1990 to simplify criminal procedure in respect of some offences	7
Law No. 90-46 of 19 December 1990 to repeal Ordinance No. 62-OF-18 of 12 March 1962 to repress subversive activities	8
Law No. 90-47 of 19 December 1990 relating to the state of emergency	8
Law No. 90-48 of 19 December 1990 to amend Ordinance No. 72-5 of 26 August 1972 relating to the jurisdiction of the military tribunal	10
Law No. 90-52 of 19 December 1990 relating to freedom of mass communication	11

Loi n° 90-46 du 19 décembre 1990

abrogeant l'ordonnance n° 62-OF-18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Le premier. — Est abrogée l'ordonnance n° 62-OF-18 mars 1962 portant répression de la subversion ainsi que ses textes modificatifs subséquents.

2. — La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 19 décembre 1990.

Le Président de la République
Paul Biya

Loi n° 90-47 du 19 décembre 1990

relative à l'état d'urgence.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Le premier. — L'état d'urgence peut être déclaré sur toute partie du territoire national :

soit en cas d'événements présentant par la nature et l'étendue le caractère de calamité publique ;
soit en cas de troubles portant gravement atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat ;
soit en cas de troubles venant de l'extérieur.

2. — L'état d'urgence est déclaré par décret.

2) Le décret instituant l'état d'urgence précise :

a) la ou les partie (s) du territoire soumise (s) à l'état d'urgence ;

b) la durée de celui-ci qui ne peut excéder trois mois ;
c) les autorités administratives habilitées à prendre les mesures consécutives à la proclamation de l'état d'urgence.

3. — a) Nonobstant les dispositions de l'article 2, ci-dessus, l'état d'urgence pourra être prorogé par décret pour une seule période de trois mois.

b) La situation qui a motivé l'état d'urgence persiste, l'Assemblée nationale doit être consultée.

4. — L'état d'urgence prend fin :

a) soit automatiquement à l'expiration du délai fixé par le décret l'ayant institué ou prorogé ;
b) soit par décret, aussi bien au cours de la première période qu'au cours d'une période de prorogation, lorsque les circonstances ayant entraîné sa proclamation ont cessé.

5. — Lorsque l'état d'urgence est déclaré sur une partie du territoire, les autorités administratives de ladite partie habilitées par le décret de proclamation, selon le cas et de plein droit, par arrêtés, prennent les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente loi.

6. — Le décret instituant l'état d'urgence peut, en outre, soumettre la circulation des personnes et des biens à des mesures restrictives et éventuellement à une autorisation préalable.

Law No. 90-46 of 19 December 1990

to repeal Ordinance No. 62-OF-18 of 12 March 1962 to repress subversive activities.

The National Assembly has deliberated and adopted,

The President of the Republic hereby enacts the law set out below :

Section 1. — Ordinance No. 62-OF-18 of 12 March 1962 to repress subversive activities and all the subsequent amendments thereto are hereby repealed.

Section 2. — This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 19 December 1990.

Paul Biya
President of the Republic

Law No. 90-47 of 19 December 1990

relating to the state emergency.

The National Assembly has deliberated and adopted,

The President of the Republic hereby enacts the law set out below :

Section 1. — A state of emergency may be proclaimed throughout the national territory or in any part thereof in the event of :

— an occurrence which, by its nature and gravity, is considered a national disaster, or
— a series of disturbances undermining public order or the security of the State, or
— a foreign invasion.

Section 2 (1) : The state of emergency shall be proclaimed by decree.

(2) The decree instituting a state of emergency shall specify :

— the part (s) of the territory placed under the state of emergency ;
— its duration, which may not exceed three months ;
— the administrative authorities empowered to take measures resulting from the proclamation of the state of emergency.

Section 3. — (a) Notwithstanding the provisions of Section 2 (2) above, a state of emergency may, by decree, be extended for only one period of three months.

(b) If the situation which gave rise to the state of emergency persists, the National Assembly shall be consulted.

Section 4. — The state of emergency shall cease :

— automatically, on expiry of the period specified by the decree which proclaimed or extended it ;
— by decree, during the initial period or during an extension thereof when the situation that led to its proclamation has ceased.

Section 5. — When a state of emergency is proclaimed over a part of the territory, the administrative authorities of the said part of the territory empowered by the decree proclaiming the state of emergency may, as the case may be and as of right, issue immediately enforceable orders to :

(1) subject the movement of persons and property to restriction and, if necessary, to administrative authorization ;

2) ordonner la remise des armes, munitions, effets militaires d'habillement ou de campement et postes de radio émetteurs-récepteurs, ainsi que faire procéder à leur recherche et à leur enlèvement ;

3) interdire toutes réunions et publications de nature à entretenir le désordre ;

4) instituer des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé ;

5) requérir les autorités militaires pour participer en permanence au maintien de l'ordre public dans les formes légales ;

6) autoriser, par tout officier de police judiciaire, civile ou militaire, des perquisitions à domicile de jour ou de nuit dans les formes légales ;

7) ordonner la garde à vues des individus jugés dangereux pour la sécurité publique dans les locaux, y compris dans un quartier spécial des établissements pénitentiaires, pendant une durée de 7 jours pour les préfets et 15 jours pour les gouverneurs.

A l'expiration de ces délais, l'élargissement sera de droit si la mesure n'a pas été confirmée dans les conditions prévues à l'article 6, alinéa 6 ci-dessous.

Art. 6. — Dès la proclamation de l'état d'urgence et pendant la durée de celui-ci, le ministre chargé de l'Administration territoriale peut, par arrêtés immédiatement exécutoires :

1) ordonner la fermeture, en tant que de besoin, des salles de spectacles, débits de boisson et lieux de réunion de toute nature ;

2) organiser le contrôle de la presse et des publications de toute nature, ainsi que celui des émissions audio-visuelles et des représentations théâtrales ou artistiques ;

3) ordonner la dispersion de tous groupements ou suspendre les associations qui provoquent des manifestations armées ou présentant par leur forme et leur organisation militaire ou para-militaire le caractère de groupe de combat ou de milices privées, ou qui ont pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, à l'unité, à la sécurité ou à la forme républicaine de l'Etat ;

4) autoriser la réquisition des personnes et des biens dans les formes légales ;

5) prononcer l'assignation à résidence, dans une circonscription territoriale ou localité déterminée, de tous individus résidant dans la zone soumise à l'état d'urgence qui s'avéreraient dangereux pour la sécurité publique.

L'autorité administrative devra, en cas de nécessité, prendre toutes dispositions utiles pour assurer la subsistance des personnes astreintes à résidence ;

6) ordonner, soit de sa propre initiative, soit à la demande des autorités chargées de l'administration des circonscriptions soumises à l'état d'urgence, la garde à vue pour une durée de deux mois renouvelable une seule fois des individus jugés dangereux pour la sécurité publique.

Art. 7. — Cessent d'avoir effet, en même temps que prend fin l'état d'urgence, les mesures administratives prises pour son application.

Les armes et les effets visés à l'article 5, alinéa 2 sont restitués à leurs propriétaires.

Art. 8. — Les mesures prises en application des dispositions prévues aux articles 5 et 6 de la présente loi doivent être communiquées au Comité national des droits de l'homme et des libertés.

Art. 9. — Les modalités d'application de la présente loi seront, en tant que de besoin, fixées par voie réglementaire.

(2) require the surrender of arms, ammunition, military clothing and equipment, and transceivers, and also authorize the search and seizure thereof ;

(3) prohibit all meetings and publications that foster disorder ;

(4) prescribe areas of protection or of security within which the presence of human beings shall be subject to regulation ;

(5) call, in prescribed form, upon the military authorities for standing assistance in the maintenance of law and order ;

(6) authorize the search by day or night of dwelling houses by any civilian, military or judicial police officer in accordance with the law ;

(7) order the detention of persons deemed dangerous to public security in any premises, including special prison cells, for duration of 7 days by Senior Divisional Officers and 15 days by Governors.

Upon expiry of such periods, their release shall be as of right if the measure is not in accordance with the conditions laid down in Section 6 (6) below.

Section 6. — On proclamation of a state of emergency, and throughout the duration thereof, the Minister in charge of Territorial Administration may, by orders that shall be immediately enforceable :

(1) order the closure, as and when necessary, of entertainment halls, drinking and meeting places of any kind ;

(2) organize the control of the press and of all kinds of publications, audio-visual broadcasting and theatrical or artistic productions ;

(3) disperse any assembly or suspend any association which may provoke armed demonstrations or, by reason of its constitution or its military or paramilitary organization, may be equivalent to a combat unit or a private militia or may have the object of undermining the integrity of the national territory or the unity, the security or the republican character of the State ;

(4) authorize the requisition of persons and property in accordance with the law ;

(5) order, in a given jurisdiction or area, the house arrest of any person residing in the area under a state of emergency who may prove dangerous to public security.

The administrative authority shall, if need be, take all the necessary measures to ensure the sustenance of persons under house arrest.

(6) Order, either on his own initiative or at the request of authorities responsible for the administration of the areas under a state of emergency, the detention of persons deemed dangerous to public security for a two-month period renewable once.

Section 7. — Administrative measures taken in pursuance of this law shall lapse with the expiry of the state of emergency.

The arms and other articles referred to in Section 5 (2) above shall be returned to their owners.

Section 8. — The measures taken in pursuance of this law shall be communicated to the National Commission on Human Rights and Freedoms

Section 9. — The conditions of implementation of this law shall, as and when necessary, be fixed by regulations.

Art. 10. — La présente loi abroge toutes dispositions antérieures, notamment l'ordonnance n° 72-13 du 26 août 1972 relative à l'état d'urgence.

Art. 11. — La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 19 décembre 1990.

Le Président de la République
Paul Biya

Loi n° 90-48 du 19 décembre 1990

modifiant l'ordonnance n° 72/5 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire militaire.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les dispositions des articles 5, 10, 29, 31 et 33 de l'ordonnance n° 72/5 du 26 août 1972 relative à la compétence de la juridiction militaire sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Art. 5 (nouveau). — Le tribunal militaire est seul compétent pour connaître à l'encontre de toute personne majeure de 18 ans :

- des infractions purement militaires prévues au Code de justice militaire ;
- des infractions de toute nature commises par les militaires avec ou sans co-auteurs ou complices civils, soit à l'intérieur d'un établissement militaire, soit dans le service ;
- de toutes les infractions de toute nature où se trouve impliqué un militaire ou assimilé, perpétrées dans une région soumise à l'état d'urgence ou d'exception ;
- de toutes les infractions connexes à celles prévues ci-dessus.

Art. 10 (nouveau). — Dans le cadre des infractions visées à l'article 5 ci-dessus :

- les officiers de police judiciaire ne peuvent procéder de nuit à des visites domiciliaires, perquisitions et saisies que sur ordre écrit du ministre chargé de la défense ;
- ils peuvent garder à vue les suspects pendant 48 heures à partir de leur arrestation. Ce délai peut être prorogé trois (3) fois sur autorisation écrite du commissaire du gouvernement ;
- les officiers de police judiciaire sont tenus d'adresser quotidiennement un état des gardés à vue au ministre chargé de la défense avec copie au ministre de la justice, garde des sceaux ;
- tout acte accompli en dehors des prescriptions ci-dessus peut entraîner à l'encontre des officiers de police judiciaire l'application de sanctions pénales ou disciplinaires et donner lieu à réparation.

Art. 29 (nouveau). — Les jugements du Tribunal militaire sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel de Yaoundé ou, lorsqu'il existe plusieurs tribunaux militaires, devant toute autre cour d'appel compétente.

Art. 31 (nouveau). — Les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat relèvent de la compétence de la Cour de Sûreté de l'Etat dont l'organisation fera l'objet d'un texte particulier.

Art. 33 (nouveau). — (1) Les affaires pendantes devant les tribunaux militaires à la date de promulgation de la présente loi qui portent atteinte à la Sûreté de l'Etat seront transmises à la Cour de Sûreté de l'Etat prévue à l'article 31 (nouveau) ci-dessus.

Section 10. — This law repeals all previous provisions, in particular Ordinance No. 72-13 of 26 August 1972 relating to the state of emergency.

Section 11. — This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 19 December 1990.

Paul Biya
President of the Republic

Law No. 90-48 of 19 December 1990

to amend Ordinance No. 72/5 of 26 August 1972 relating to the jurisdiction of the military tribunal.

The National Assembly has deliberated and adopted,

The President of the Republic hereby enacts the law set out below :

Section 1. — The provisions of Articles 5, 10, 29, 31, and 33 of Ordinance No. 72/5 of 26 August 1972 relating to the jurisdiction of the military tribunal are hereby amended and supplemented as follows :

Article 5 (new) : The military tribunal shall have exclusive jurisdiction to try the following types of cases involving persons of at least 18 years of age :

- purely military offences provided for in the Code of Military Justice ;
- offences of all kinds committed by servicemen with or without civilian co-offenders or accomplices, whether within a military establishment or while on duty ;
- offences of all kinds involving a serviceman or a person ranking as such, committed in a region under a state of emergency or siege ;
- any offences related to the above.

Article 10 (new) : With regard to the offences referred to under Article 5 above :

- Judicial Police Officers may not carry out domiciliary visits, searches and distrains by night without a written order from the Minister of Defence ;
- they may detain suspects up to 48 hours after their arrest. This period may be extended three times upon the written authorization of the Government Commissioner ;
- Judicial Police Officers shall be bound to send a list of detainees every day to the Minister of Defence and a copy thereof to the Minister of Justice, Keeper of the Seals ;
- any breach of the foregoing may entail penal or disciplinary sanctions against the Judicial Police Officers concerned and to the payment of damages.

Article 29 (new) : The judgments of the military tribunal shall be subject to appeal before the Yaounde Court of Appeal or, where there are several military tribunals, before any other Court of Appeal with jurisdiction.

Article 31 (new) : Felonies and misdemeanours against State security shall fall under the jurisdiction of the State Security Court the organization of which shall be laid down in a separate instrument.

Article 33 (new) (1) : Cases of offences against State security pending before military tribunals on the date of enactment of this law shall be transferred to the State Security Court provided for in Article 31 (new) above.